

YOUGAGRI

Veille agro Balkans occidentaux

Direction générale du Trésor

Une publication du SER de Belgrade
SEPTEMBRE 2025

Politiques économique, agricole, environnementale

ALBANIE – Nouveau ministre de l'agriculture

CAA 19/07/25



Andis Salla, avocat albanais, a été nommé en septembre 2025, ministre en charge de l'agriculture et du développement rural dans le gouvernement d'Edi Rama IV, suite aux élections législatives de juin 2025. Il succède à Anila Denaj en poste depuis 2 ans.

Il est membre du parti socialiste, et a été élu maire de Cërrik, commune de 45 000 habitants dans le district d'Elbasan au sud de Tirana, en juin 2019, puis réélu pour un second mandat en mai 2023. Son expérience du monde agricole semble se limiter à celle qu'il a pu acquérir dans sa commune, car il était auparavant directeur d'établissement pénitentiaire. Cette nomination très politique au portefeuille agricole est décriée sur les réseaux sociaux, vu son profil et sa mobilisation modérée au service des agriculteurs de sa commune selon certains témoignages. Une entreprise familiale (Salla Sphq) œuvre dans la distribution d'intrants agricoles.

Depuis sa prise de fonction, il a visité quelques instituts clés (ISUV), rencontré la banque Mondiale, et lancé le nouveau programme national de soutien aux agriculteurs. 20 millions d'euros d'aides à l'investissement (en substitution des fonds IPARD toujours bloqués). Jusqu'à 50 % de la valeur de certains investissements sont pris en charge, des prêts à taux réduits (2 %), et garanties souveraines pour faciliter l'accès au financement. Le programme comporte 9 mesures de soutien. Sur les 800 demandes déposées, 38% concernent l'achat de machines, 13% des projets agrotouristiques, 12% des plantations, 11% du matériel de transformation, 11% l'irrigation. Les projets d'élevage sont moins nombreux, avec seulement 8% des projets, ainsi que les serres 6%, la protection des cultures et l'aquaculture 1%.

BALKANS – Valeur ajouté agricole dans les économies des WB6 en régression

WBC database - SWG 06/09/25

L'agriculture joue un rôle essentiel dans le développement social et économique des pays de la région, mais son importance varie d'un pays à l'autre et la valeur ajoutée brute (VAB) agricole est en recul, lié à sa stagnation par rapport aux autres secteurs.. Le graphe ci-dessous compare la valeur ajoutée brute (VAB) des secteurs agricoles des WB6, faisant ressortir leur contribution à la richesse nationale. En valeur absolue, Serbie et Albanie ont la même production de valeur, mais la contribution relative du secteur à la VAB totale est bien supérieure en Albanie. À titre de comparaison, le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche représente 1,9 % de la VAB de l'UE en 2022 (EUROSTAT, 2024).

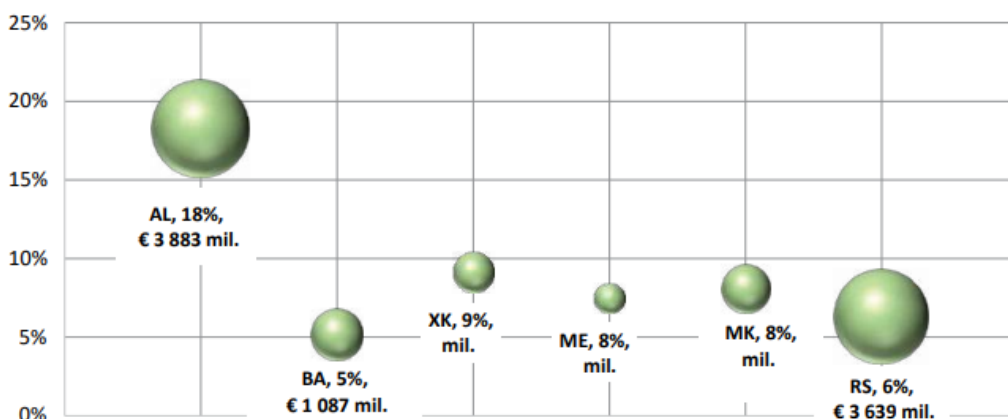


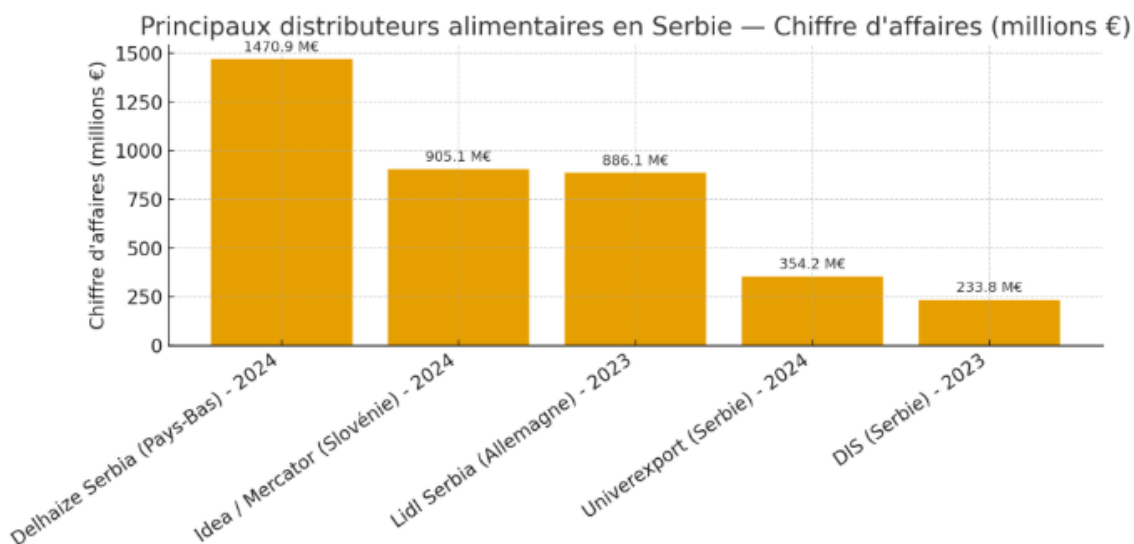
Figure 3: Share of AgGVA in all activities and in value across WBCs (2023)

Source: WBC StatDatabases, 2024

SERBIE – Encadrement des marges dans le cadre du plan de lutte contre l'inflation alimentaire

CAA 19/09/25

Suite aux annonces de l'été, le gouvernement serbe a bien fixé par décret pour une durée de 6 mois un plafond de 20 % sur les marges brutes des acteurs majeurs de la grande distribution, ainsi qu'un plafond de 10 % sur leurs marges arrières, appliqués à partir du 1er septembre, et pour six mois, pour quelques 20 000 produits (alimentaire et droguerie, les fruits et



légumes frais, la viande et le poisson frais ne sont pas concernés), aux entreprises avec un CA annuel supérieur à 4,5 Md RSD (38,4 M EUR). L'intervention du gouvernement sur les prix publics vise à soutenir la consommation sans induire de dépenses publiques supplémentaires, mais renvoie un mauvais signal aux distributeurs, pour la grande majorité étrangers (ce qui en fait des cibles idéales). Elle s'inscrit dans un plan plus large de soutien au pouvoir d'achat. Ce plan de soutien aux ménages est avant tout un message politique envoyé à l'opinion serbe alors que le mouvement de contestation persiste 10 mois après l'accident de Novi Sad et que les signaux économiques négatifs se multiplient (baisse de la croissance, hausse de l'inflation). Les réactions des distributeurs ont été vives, le plus vocal étant le leader Ahold-Delhaize (BE-Ned) qui conteste aujourd'hui une amende de 24,5 MRSD pour non-conformité de plusieurs de ses magasins.

SERBIE – Sanctions NIS et secteur agricole

CAA 09/10/25

Les sanctions américaines sur le principal groupe de distribution de carburant (NIS - Naftna Industrija Srbije), 56% propriété de Gazprom, ont pris finalement effet au 9 octobre, après plusieurs reports négociés par le gouvernement. NIS assurerait près de 80% de l'approvisionnement de diesel, essence, kérosène du pays. Le gouvernement se veut rassurant, disant que cela a été anticipé, mais les analystes sont inquiets tant les conséquences peuvent être lourdes pour l'économie du pays, et en particulier les opérateurs agricoles, très dépendants au diesel (travail du sol, irrigation, transport des récoltes, etc). La période est particulièrement critique, les mois d'octobre et novembre étant clé pour le travail du sol et les semis d'hiver.

L'arrêt de la fourniture du pétrole brut à la raffinerie de NIS en Serbie par l'opérateur croate via le port d'Omišalj, interroge sur les futurs circuits d'approvisionnement. L'opérateur Hongrois MOL pourra-t-il se substituer à l'opérateur croate ? une flotte fluviale fantôme, sur le modèle russe, peut-elle être mise en place ? via des barges sur le Danube depuis les installations de stockage hongroises jusqu'à la raffinerie NIS de Pančevo ? Certains espèrent encore une solution diplomatique avec le rachat de la participation russe dans NIS à Gazprom Neft, mais le président russe l'a clairement rejeté jusque-là. Dans ce contexte, les craintes de pénurie ou à minima de hausse de prix se font sentir.

Les agriculteurs serbes y seraient particulièrement sensibles. Ils bénéficient aujourd'hui d'un double dispositif de soutien à l'achat de carburant. Les exploitations agricoles enregistrées (registre agricole) peuvent acheter de l'« euro-diesel » à un prix plafonné (179 RSD/l) négocié par l'État auprès des stations dans la limite de 100 litres par hectare enregistré, pendant certaines périodes de l'année. Ils peuvent en parallèle déposer des demandes de remboursement de l'accise payée, sur factures dans eAgrar (50 dinars par litre dans la limite de 100 litres/ha et pour 100 ha maximum). Plusieurs vagues de remboursement sont mises en place dans l'année. Le budget du ministère prévoyait en 2025 11 Mrd RSD pour le remboursement des droits d'accise (8% du budget total agricole). Les statistiques nationales évaluent à environ 200 millions de litres de diesel, le besoin du secteur.

Les comptes agricoles de la nation précisent que l'énergie/lubrifiant représente 20% des consommations intermédiaires des agriculteurs

KOSOVO – Plan d'Agriculture Digitale 2025-2028

FAO – 12/09/25

Le Programme d'Agriculture Digitale 2025-2028 du Kosovo [ENG Digital-Agriculture-Programme.pdf](#) a été officiellement adopté le 18 juillet 2025 par le Ministère de l'Agriculture, des Forêts et du Développement Rural (MAFRD), en partenariat avec la FAO, dans le cadre du projet Strengthening Digital Transformation Empowerment in Kosovo. Ce programme constitue un cadre stratégique visant à numériser le secteur agricole et les zones rurales du pays, afin de le rendre plus durable, compétitif et résilient aux défis climatiques. Il repose sur 3 piliers : le renforcement des données et de l'e-gouvernance (interopérabilité des systèmes administratifs publics, modernisation des plateformes existantes, et développement de nouveaux outils en accord avec la PAC); l'élaboration des services numériques aux agriculteurs (services de conseil en ligne en agronomie, services administratifs publics simplifiés); et le développement des compétences digitales et d'un écosystème favorable (formation, infrastructures).

ALBANIE – Le projet de la banque mondiale (CRAD) décaisse peu

ADN 02/10/25

Andis Salla, a débuté son mandat de ministre en recevant une mission de la Banque mondiale début octobre, menée par Massimiliano Paolucci, (directeur du bureau du Groupe de la Banque mondiale en Albanie depuis juillet dernier). Le projet « Résilience climatique et développement agricole » en Albanie sera réalisé sur un prêt IBRD de 70MUSD fonctionnel depuis avril 2024. Les bénéficiaires sont les agriculteurs, transformateurs, et institutions publiques (ministère, ISUV, municipalités). Il vise à améliorer les chaînes de valeur agro-alimentaires, à accroître la valeur des produits agricoles, à renforcer la sécurité alimentaire et à garantir des systèmes d'irrigation et de drainage modernes. Le projet comprend trois volets : promotion de l'agriculture intelligente face au climat et meilleur accès aux marchés, grâce à des investissements visant à raccourcir les chaînes de valeur, à renforcer la résilience des filières alimentaires, à introduire les technologies numériques et à développer l'irrigation et le drainage (44MUSD); améliorer le respect des normes de sécurité et de qualité alimentaires (22 MUSD); renforcement des capacités d'analyse fondée sur un système de suivi et d'évaluation durable et efficace des politiques agricoles (4MUSD). *Ndlr : le niveau de décaissement du projet est faible (2,5% en octobre 2025)*

SERBIE – Nouveau projet de loi semences au Parlement

CAA 09/10/25

Le **gouvernement** a approuvé le texte (Predlog zakona) le **21 juin 2025** et il est depuis en examen au parlement. Le projet se présente comme un **texte unique remplaçant trois lois antérieures** afin d'harmoniser, clarifier

et rapprocher la réglementation serbe des standards de l'UE (UPOV / ISTA / OCDE). Le projet **réglemente de façon exhaustive** la production, la préparation, le contrôle de qualité, l'étiquetage, la mise sur le marché, l'importation, l'exportation et le régime d'inspection des **semences et du matériel végétal** (poljoprivredno i ukrasno bilje) pour les cultures agricoles et ornementales en Serbie. Outre une simplification législative, le nouveau texte introduira des inspections plus systématiques (post-contrôles) et responsabilisera les producteurs et les laboratoires. Il facilitera les exportations vers l'UE compte-tenu d'exigences techniques plus élevées. Il inclut des exemptions pour certaines variétés traditionnelles.

Cette nouvelle loi unique vise à harmoniser la législation avec les standards de l'UE (définition plus large des catégories de matériel végétal, certification et labellisation obligatoires, inspection, étiquetage, reconnaissance de variétés de conservation/traditionnelles), mais n'intégrera pas toutes les évolutions qui seront introduites avec l'adoption du règlement européen proposé pour le PRM (Plant Reproductive Material), qui remplacera 10 directives par un règlement unique pour les semences, plants, jeunes végétaux, et qui renforcera les exigences de durabilité dans l'enregistrement des nouvelles variétés.

Politiques commerciales, innovation, recherche

SERBIE – Suspension par la Moldavie des exemptions douanières sur le sucre serbe

Executive news - 07/10/2025

Le gouvernement moldave a décidé de suspendre, pour une période de 200 jours, l'exemption douanière sur les importations de sucre de betterave originaire de Serbie, invoquant la nécessité de protéger le marché intérieur. Pendant cette période, la Moldavie imposera un droit de douane de 75 % sur les importations de sucre serbe au-delà d'un quota de 1 000 tonnes. Le gouvernement a expliqué que le sucre produit en Serbie entre sur le marché moldave à un prix moyen d'environ 14 leu le kilogramme (1 MDL = 0,0516 EUR), tandis que le sucre produit localement se vend 18 leu le kilogramme, obligeant les producteurs moldaves à vendre à perte. En 2024, la Moldavie a importé près de 13 000 tonnes de sucre serbe, soit 63 % de ses importations totales de sucre. Sur les six premiers mois de 2025 seulement, la Serbie a exporté 13 800 tonnes vers la Moldavie. La Serbie a exporté 80.000 tonnes de sucre en 2024 principalement vers la Bosnie, la Bulgarie, la Moldavie, la Macédoine du Nord et la Grèce.

BOSNIE HERZEGOVINE – Sous-comité agricole CEFTA

CEFTA - 17/09/2025

La Bosnie-Herzégovine a présidé en septembre le sous-comité CEFTA sur l'agriculture et les mesures SPS, plaidant pour une harmonisation régionale accrue. Les experts vétérinaires et phytosanitaires ont discuté d'un plan pour standardiser les procédures d'inspection et échanger sur de meilleures pratiques. L'objectif est de réduire les interceptions

intrarégionales. L'UE soutient techniquement la modernisation des laboratoires de la région via des programmes d'assistance. Les délégations ont souligné la nécessité d'un renforcement des capacités dans les postes d'inspection frontalier. Les autorités locales doivent désormais traduire les engagements en calendriers opérationnels et budgets.

Politiques alimentaires et sanitaires

SERBIE – Cas de variole ovine et caprine

Vetuprava 18/09/2025

Le 18 septembre 2025 les autorités sanitaires ont notifié des foyers de variole ovine et caprine dans le district de Raška (déclaration WOH), entraînant mesures locales de contrôle et restrictions commerciales. Ce sont des maladies virales touchant les petits ruminants, qui peuvent entraîner des pertes économiques importantes en raison de la baisse de la production laitière, de la mauvaise qualité des peaux et de la laine.

SERBIE – Interception de fraises séchées contaminées aux sulfites

RASFF 06/10/2025

Les autorités grecques ont émis une alerte concernant des fraises séchées (déshydratation par osmose) provenant de Serbie, contaminées par du sulfite, via le système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) de la Commission européenne. L'alerte indique un risque élevé car les fraises séchées importées de Serbie révélaient une teneur de 27 mg/kg - ppm, de sulfite (dioxyde de soufre), soit près du triple de la limite autorisée de 10 mg/kg - ppm.

Actualités filières

SERBIE – Projet de replantation forestière

Serbia business news 04/09/2025

Le projet Forest Invest contribuera à restaurer 7 000 hectares de forêts, et à convertir 51 000 hectares de forêts basses dégradées en forêts hautes et en établissant des systèmes agroforestiers. Il établira également des brise-vent protecteurs et des plantations énergétiques avec des espèces d'arbres à croissance rapide sur 1 000 hectares de terres agricoles abandonnées. Ces activités devraient réduire les émissions de gaz à effet de serre de 8,4 millions de tonnes d'équivalent CO₂, tout en ayant un impact positif sur près de trois millions de personnes dans toute la Serbie. Le projet représente un investissement de 84 millions de dollars sur 7 ans, mis en œuvre par le ministère de l'agriculture en coopération avec le

Fonds vert pour le climat et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Une première série d'équipements pour deux pépinières ont été réalisés pour 1,8 MUSD (Barje à Pirot et centre semencier Požega) pour produire environ 10 millions de plants/an. Le projet prévoit également un système national de suivi des forêts.

Agendas, évènements, visites

KOSOVO – Ministérielle agricole du processus de Berlin

CAA, 02 octobre 2025

Les ministres de l'agriculture du processus de Berlin (sommet des chefs d'Etat le 22/10), lors de la 19eme ministérielle du SWG, réunis le 1er octobre à Prsitina, sous présidence du ministre kosovar Faton Peci, ont adopté des conclusions qui seront transmises aux chefs d'Etats lors du sommet du 22 octobre. La mnistérielle est marquée par l'absence de représentants de la Serbie, de la république serbe de Bosnie Herzégovine et de la Moldavie. SWG met dorénavant en œuvre les objectifs alimentaires du Processus de Berlin, à côté de ceux de l'agenda vert pour les Balkans occidentaux (GAWB) en matière d'adaptation des systèmes alimentaires aux défis du changement climatique. Le soutien politique de la France a été une nouvelle fois salué, et l'organisation espère une participation plus active en animant un des groupes de travail du plan d'action du GAWB dans la durée.

Retrouvez les précédents numéros et les autres publications du Service
Economique Régional de Belgrade à l'adresse :
www.tresor.economie.gouv.fr/pays/Serbie

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : M. Pierre Grandjouan

Rédigé par : Alexandre Martinez

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Belgrade (adresser les demandes à alexandre.martinez@dgtresor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

Abonnement par email : alexandre.martinez@dgtresor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail